

Analyse du profil et de l'insertion des demandeurs d'emploi connus du Forem et ayant bénéficié d'un contrat article 60 ou 61 entre 2017 et 2020

Avril 2022

Veille, analyse et prospective du marché de l'emploi

forem

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3	Annexes	17
Méthodologie	4	Annexe 1 : Cohorte par genre et par dispositif analysé	17
Les mises à l'emploi via les dispositifs analysés	5	Annexe 2 : Cohorte par classe d'âges et par dispositif analysé.....	18
Public suivi (cohorte des sortants)	6	Annexe 3 : Cohorte par niveau d'études et par dispositif analysé.....	19
Profil socio-démographique du public suivi (cohorte)	7	Annexe 4 : Cohorte par durée sans emploi et par dispositif analysé ..	20
Selon le sexe	7	Annexe 5 : Cohorte par bassin et par dispositif analysé.....	21
Selon la classe d'âge	7	Annexe 6 : Cohorte par type de commune et par dispositif analysé ...	22
Selon le niveau d'études	7	Annexe 7 : Cohorte par statut à J + 7 jours et par année de sortie	23
Selon la durée sans emploi.....	8	Annexe 8 : Cohorte par statut à J + 1 an et par année de sortie	23
Selon le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi du CPAS.....	9	Annexe 9 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie de l'article 60	24
Selon le type de commune.....	10	Annexe 10 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie de l'article 61	24
Les effets de la mise à l'emploi	11	Annexe 11 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie d'une initiative d'économie sociale.....	25
Statut administratif des personnes suivies avant et après l'occupation dans un des dispositifs	11	Annexe 12 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie d'une combinaison des dispositifs analysés	25
Taux d'occupation à l'emploi des personnes sorties	13	Annexe 13 : Croisement du délai avant la première occupation et du temps d'occupation dans la période de suivi de 12 mois par dispositif	26
Délai avant la première occupation dans la période de suivi.....	14	Annexe 14 : Répartition des sortants par dispositif selon l'insertion à 1 jour dans la période de suivi de 12 mois, la première occupation et le temps d'occupation dans la période	27
Durée d'occupation dans la période de suivi.....	15	Annexe 15 : Principaux groupes sectoriels d'occupation dans la période de suivi de 12 mois des sortants par dispositif.....	28
Croisement du délai avant la première occupation et du temps d'occupation dans la période de suivi.....	16	Annexe 16 : Répartition des sortants par dispositif selon l'insertion à 1 jour dans la période de suivi de 12 mois et la catégorie de statut 12 mois après la sortie	29
Conclusion des effets de la mise à l'emploi.....	16		

Avant-propos

Dans le cadre du droit à l'intégration sociale, une des missions des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) est de proposer un emploi à certains allocataires sociaux afin de leur procurer une expérience professionnelle ou de leur permettre d'ouvrir ou de récupérer un droit à une allocation de chômage.

La spécificité des contrats article 60 et 61 est d'engager un bénéficiaire du revenu d'intégration sociale (RIS) ou d'une aide sociale (ASE), avec un contrat de travail à durée déterminée, pendant la période nécessaire pour que cette personne puisse justifier de ses droits aux allocations de chômage.

Le bénéficiaire peut être engagé avec un contrat à durée déterminée de 12, 18 ou 24 mois. La durée du contrat de travail varie en fonction de l'âge du travailleur.

- ♦ Pour les emplois sous article 61, l'employeur est un privé.
- ♦ Pour les emplois sous article 60, l'employeur est le CPAS.
Dans ce cas, 2 hypothèses se présentent : soit le travailleur preste au sein des services du CPAS ; soit le travailleur est mis à disposition d'une commune, d'une asbl, d'une intercommunale à but social, etc.

Sous certaines conditions, le CPAS perçoit un subside fédéral et un subside régional pour la mise à l'emploi en articles 60 § 7 et 61.

Bien que constituant une action publique en matière d'emploi, ce dispositif relève du Service Public de Wallonie Intérieur et Action Sociale.

Fin 2018, le Ministre Wallon de l'Emploi commanditait au Forem une analyse en vue d'apporter un éclairage dans l'élaboration d'un projet de réforme du dispositif « Articles 60, § 7 et 61 ». Dans la continuité de ce travail, le Forem publiait en avril 2019 une analyse du parcours de demandeurs d'emploi connus du Forem dont un contrat article 60 s'était terminé en 2016.

En novembre 2020, le Forem, en concertation avec la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action Sociale et de la Santé (DG05) poursuivait le travail en analysant le profil et l'insertion des demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'un article 60 ou 61 entre 2017 et 2019.

Depuis, en vertu de l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 9 mai 2019 modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action Sociale et de la Santé, le SPW Intérieur et Action Sociale doit évaluer annuellement le parcours d'insertion des personnes mises à l'emploi en application des articles 60, § 7 et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale en vue d'optimiser l'efficacité du dispositif.

À cette fin, à partir de 2022, le SPW Intérieur et Action Sociale (SPW-IS) a demandé au Forem, plus particulièrement à son service Veille, analyse et prospective du marché de l'emploi, de produire annuellement une analyse portant sur le profil socio-démographique du public bénéficiaire du dispositif ainsi que sur les effets de la mise à l'emploi (statut administratif des personnes suivies avant et après l'occupation dans le dispositif et calcul d'un taux d'occupation à l'emploi après un contrat article 60, § 7 ou 61).

Dans ce cadre, alors que les rapports précédents étaient principalement basés sur les données relatives aux subventions complémentaires régionales telles qu'enregistrées au sein du SPW-IS, le présent rapport s'appuie sur les données relatives à la subvention principale telles qu'enregistrées au sein du Service Public fédéral de Programmation Intégration Sociale (SPP IS) et intègre les initiatives d'économie sociale.

La vision de ces dispositifs est ainsi plus précise et élargie en y intégrant les contrats de travail subventionnés en principal via l'article 60 § 7 (115 Art. 60.7 temps partiel, 116 Art. 60.7 temps plein, 508 Activation - Art.60) ; l'article 61 (108 Mise au travail art. 61, 108 Mise au travail art. 61, 509 Activation - Art.61) et également via les initiatives d'économie sociale (114 Initiative d'économie sociale). Dès lors, les données reprises dans les tableaux qui suivent portent sur la période 2017-2020.

Méthodologie

Une base de données identifiant précisément les contrats de travail déclarés et subventionnés par les dispositifs ici analysés n'est actuellement pas disponible.

Les données traitées sont celles de gestion qui servent à l'octroi des subventions et enregistrées au sein des administrations en charge de leur paiement.

Le SPP IS fournit ainsi un fichier des montants versés mensuellement aux CPAS¹. Ce fichier est complété par des données annuelles des demandes de subventions complémentaires transmis par le SPW-IS.

Ces données² sont traitées (et corrigées le cas échéant³) et couplées aux données disponibles au Forem dans le cadre d'une convention d'échange de données liant ce dernier au SPW-IS. Sur cette base, est constituée une base de données des relations de travail subventionnées pour le public **connu du FOREM au moment de son entrée dans l'un de ces dispositifs d'aide à l'emploi**.

Il est ainsi possible d'identifier le public sortant annuellement et de décrire les principales caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires. Un suivi du parcours professionnel dans les mois après la fin du(des) contrat(s) ainsi subventionné(s) peut également être réalisé. Ces contrats étant déclarés à l'ONSS parmi l'ensemble des Dimona de chaque individu, il est cependant nécessaire de les y différencier afin de permettre le calcul de l'insertion à la sortie du dispositif⁴.

Les volumes présentés dans la suite de ce document sont donc **à considérer comme des estimations**⁵.

¹ Il serait ici nécessaire d'ajouter le numéro BCE de l'employeur et le numéro BCE de l'établissement utilisateur.

² Basé sur des extractions de données administratives de gestion réalisées à différentes dates selon la source et susceptibles d'être encore corrigées ou complétées par la suite. L'ajout de la date d'extraction dans les fichiers serait d'ailleurs une information utile.

³ Bien que la qualité des données s'améliore d'année en année, des informations restent manquantes, incomplètes, fausses ou non conformes. C'est encore notamment le cas des dates de début et de fin renseignées dans le fichier des subventions complémentaires.

⁴ Il s'agit là de la principale difficulté rencontrée dans le traitement des données.

⁵ Certains bénéficiaires n'étaient pas inscrits au Forem avant leur entrée dans le dispositif. Pour d'autres, bien qu'inscrits au Forem, aucune relation de travail correspondant à la (aux) subvention(s) analysée(s) n'est connue du Forem. Leur nombre pour chacune des années analysées est de quelque 250 personnes.

Les mises à l'emploi via les dispositifs analysés

Entre 2017 et 2020, le nombre de personnes ayant bénéficié en Wallonie d'un contrat de travail subventionné par l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés est estimé ici à 26.876 personnes (au travers de 33.198 relations de travail⁶ dont 81,2 % sont conclus exclusivement dans le cadre de l'article 60). Sur cette période, en moyenne annuelle, quelque 12.600 relations de travail sont ainsi déclarées.

Figure 1 : Estimation du nombre de relations de travail subventionnées⁷
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Dispositif	2017	2018	2019	2020	Entre 2017 et 2020
Article 60	9.864	10.378	10.860	10.303	26.972
Article 61	694	638	692	522	1.948
Economie Sociale	1.435	1.391	1.366	1.243	3.698
Combinaisons de dispositifs	178	283	362	266	580
Nombre de relations de travail	12.171	12.690	13.280	12.334	33.198

Si, dans le cadre de l'article 60, l'employeur est le CPAS, celui-ci peut mettre le travailleur à disposition d'une autre entreprise utilisatrice. Cette dernière n'est cependant pas mentionnée en tant qu'employeur utilisateur dans les relations de travail connues du Forem. Les contrats et les travailleurs ne sont donc renseignés que dans les CPAS et que dans le secteur des services d'aide.

En l'absence de l'identification de l'employeur utilisateur (et donc du secteur d'activité d'occupation), le lieu d'affectation permet de préciser le type

⁶ Une relation de travail équivaut ici à une déclaration à l'ONSS (Dimona).

⁷ Une relation de travail peut être active sur plusieurs années.

⁸ Une personne peut être mise au travail via plusieurs relations de travail, chacune pouvant être subventionnée par un ou plusieurs dispositifs. Le nombre de bénéficiaires n'équivaut donc pas à la somme du nombre de bénéficiaires dans chacun des dispositifs.

d'entreprise. Les relations de travail subventionnées uniquement par l'article 60 sont occupées pour un peu plus d'un tiers (38,1 %) dans les CPAS. Elles sont occupées pour moins d'un quart (23,1 %) dans les communes liées au CPAS employeur et pour 10,7 % dans une asbl ayant un but social.

Les relations de travail subventionnées uniquement par l'article 61 sont occupées pour deux-tiers d'entre elles dans six groupes sectoriels : Horeca (23,9 %) ; vente de biens aux particuliers (14,1 %) ; construction (12,5 %) ; nettoyage (6,1 %) ; M.R.P.A (5,5 %) et commerce de gros (4,0 %).

Les relations de travail subventionnées uniquement par l'économie sociale sont occupées dans 87,1 % des cas dans les CPAS.

Figure 2 : Estimation du nombre de personnes mises au travail⁸
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Dispositif	2017	2018	2019	2020	Entre 2017 et 2020
Article 60	9.112	9.521	9.886	9.273	22.646
Article 61	541	474	496	400	1.278
Economie Sociale	1.274	1.205	1.123	1.028	2.872
Combinaisons de dispositifs	170	280	358	262	560
Nombre de bénéficiaires	11.035	11.423	11.789	10.899	26.876

Afin de permettre des comparaisons dans le temps sur base d'une même méthodologie, la population à l'emploi entre 2017 et 2020 est ici analysée⁹.

⁹ La méthodologie différente utilisée dans les rapports précédents ne permet pas de comparer les résultats précédents à ceux présentés dans le présent rapport. C'est pourquoi la cohorte analysée et suivie inclut de nouveau les sortants entre 2017 et 2019, auxquels sont venus s'ajouter les sortants de 2020.

Public suivi (cohorte des sortants)

Parmi la population mise à l'emploi entre 2017 et 2020, 21.742 personnes ont été identifiées comme sorties des dispositifs analysés avant le 01/01/2021. Elles ont fait l'objet d'un suivi sur une période de six mois et un an après la sortie d'un dispositif ; les données d'occupation étant disponibles pour l'analyse jusqu'au 13 février 2022.

Figure 3 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 (Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Dispositif utilisé	2017	2018	2019	2020	Total
Article 60	4.170	4.273	4.680	4.673	17.796
%	82,2%	81,7%	82,5%	81,1%	81,9%
Article 61	277	218	242	229	966
%	5,5%	4,2%	4,3%	4,0%	4,4%
Economie Sociale (ES)	578	581	516	582	2.257
%	11,4%	11,1%	9,1%	10,1%	10,4%
Article 60 - 61	9	25	42	40	116
%	0,2%	0,5%	0,7%	0,7%	0,5%
Article 60-61- ES	0	0	2	3	5
%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Article 60 - ES	36	133	184	234	587
%	0,7%	2,5%	3,2%	4,1%	2,7%
Article 61 - ES	3	1	7	4	15
%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Total	5.073	5.231	5.673	5.765	21.742

Les personnes de la cohorte ont été occupées au travers de 26.755 relations de travail. Dans la majorité des cas, ces relations de travail sont déclarées exclusivement dans le cadre des subventions analysées. Dans 14 % des cas, elles se poursuivent en dehors de ces subventions.

Au sein de la cohorte, 85 % des personnes ont travaillé au travers d'une seule relation de travail. 11 % ont été occupés au travers de deux relations de travail et quelque 4 % au travers d'au moins trois relations de travail ; et ce, de manière continue ou non.

Profil socio-démographique du public suivi (cohorte)

Selon le sexe

Globalement, la cohorte étudiée présente une répartition selon le genre proche de la demande d'emploi inoccupée (DEI) en Wallonie, soit une majorité d'hommes : 53,9 % contre 52,8 % des demandeurs d'emploi inoccupés (DEI moyenne mensuelle 2020).

Figure 4 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon le genre (Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Sexe	2017	2018	2019	2020	Total
Femmes	2.396	2.439	2.627	2.560	10.022
%	47,2%	46,6%	46,3%	44,4%	46,1%
Hommes	2.677	2.792	3.046	3.205	11.720
%	52,8%	53,4%	53,7%	55,6%	53,9%
Total	5.073	5.231	5.673	5.765	21.742

Cette répartition varie cependant selon le dispositif utilisé (voir annexe 1). Si la répartition par genre est presque égale dans la cohorte des sortants de l'article 60, les sortants sont majoritairement des hommes dans les autres dispositifs.

Selon la classe d'âge

Lorsqu'on observe l'âge calculé à l'entrée dans l'un ou l'autre des dispositifs analysés, la catégorie d'âge qui regroupe le plus de personnes est celle des 30 à 39 ans. Cette classe d'âge est surreprésentée par rapport à la demande d'emploi (22,2 % des DEI moyenne mensuelle 2020). Au contraire, les personnes âgées de 50 ans et plus sont nettement sous-représentées (25,9 % des DEI moyenne mensuelle 2020).

L'analyse par dispositif (voir annexe 2) montre que la proportion des moins de 25 ans est plus élevée dans l'article 61 alors que la proportion des 40-49 ans est plus élevée dans les initiatives d'économie sociale.

Figure 5 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon la classe d'âges à l'entrée

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Classe d'âges	2017	2018	2019	2020	Total
[17,25)	1.024	1.163	1.213	1.304	4.704
%	20,2%	22,2%	21,4%	22,6%	21,6%
[25,30)	945	955	1.147	1.060	4.107
%	18,6%	18,3%	20,2%	18,4%	18,9%
[30,40)	1.583	1.558	1.727	1.782	6.650
%	31,2%	29,8%	30,4%	30,9%	30,6%
[40,50)	1.112	1.134	1.136	1.115	4.497
%	21,9%	21,7%	20,0%	19,3%	20,7%
[50,65]	409	421	450	504	1.784
%	8,1%	8,0%	7,9%	8,7%	8,2%
Total	5.073	5.231	5.673	5.765	21.742

Selon le niveau d'études

Le niveau d'études fait apparaître trois grands groupes au sein de la cohorte :

- Un premier groupe comprend les personnes ayant uniquement un niveau d'étude primaire + secondaire de base qui constitue près de 40 % de la cohorte.
- Un deuxième groupe comprend les personnes disposant d'un niveau d'études secondaires 3ème degré et compte pour près d'un quart de la cohorte.
- Il est suivi d'un groupe comprenant les personnes détentrices d'un niveau d'études secondaires 2ème degré qui représentent également près d'un quart de la cohorte.

La proportion de personnes très faiblement diplômées est plus élevée dans l'article 61 et dans les initiatives d'économie sociale. Cela s'explique notamment pour ces dispositifs par la plus forte présence des hommes qui sont dans la cohorte plus souvent moins qualifiés que les femmes. Les très faiblement diplômés sont surreprésentés parmi la cohorte au regard de la proportion enregistrée dans la demande d'emploi. En effet, 23,9 % des DEI moyenne mensuelle 2020 déclarent un niveau d'études primaire ou secondaire de base.

Figure 6 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon le niveau d'études

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Niveau d'études	2017	2018	2019	2020	Total
1. Primaire + Sec. de base	1.940	2.028	2.294	2.394	8.656
%	38,2%	38,8%	40,4%	41,5%	39,8%
2. Secondaire 2ème degré	1.273	1.271	1.345	1.341	5.230
%	25,1%	24,3%	23,7%	23,3%	24,1%
3. Secondaire 3ème degré	1.245	1.330	1.370	1.364	5.309
%	24,5%	25,4%	24,1%	23,7%	24,4%
4. Supérieur	406	376	375	405	1.562
%	8,0%	7,2%	6,6%	7,0%	7,2%
5. Apprentissage	121	131	153	139	544
%	2,4%	2,5%	2,7%	2,4%	2,5%
6. Autres	38	42	51	45	176
%	0,7%	0,8%	0,9%	0,8%	0,8%
nd	50	53	85	77	265
%	1,0%	1,0%	1,5%	1,3%	1,2%
Total	5.073	5.231	5.673	5.765	21.742

Selon la durée sans emploi¹⁰

La durée d'inoccupation habituellement communiquée par le Forem est la durée d'inoccupation en tant que demandeur d'emploi inoccupé inscrit auprès du Forem. Une personne a pu être inoccupée dans un autre statut avant son entrée dans la demande d'emploi. Le fait d'être inscrite avec une durée d'inoccupation de moins de 6 mois ne signifie donc pas que cette personne était occupée dans un emploi avant son inscription.

C'est pourquoi les données sont ici présentées selon la durée sans emploi connu du Forem avant l'entrée dans l'un ou l'autre des dispositifs.

Il apparaît que 37,8 % des personnes de la cohorte n'ont plus travaillé depuis au moins un an avant l'entrée dans l'un ou l'autre des dispositifs. Pour 36,9 % des personnes, le Forem n'a connaissance d'aucun emploi antérieur. Au sein de cette catégorie, 33,3 % des personnes ont moins de 25 ans et 21,8 % sont des femmes âgées de 30 à 49 ans.

Figure 7 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon la durée sans emploi

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Durée sans emploi	2017	2018	2019	2020	Total
[0,3)	738	553	515	531	2.337
%	14,5%	10,6%	9,1%	9,2%	10,7%
[3,6)	315	340	372	383	1.410
%	6,2%	6,5%	6,6%	6,6%	6,5%
[6,12)	414	421	467	460	1.762
%	8,2%	8,0%	8,2%	8,0%	8,1%
[12,24)	438	505	508	503	1.954
%	8,6%	9,7%	9,0%	8,7%	9,0%

¹⁰ La durée sans emploi est calculée par différence entre la date de fin de la dernière relation de travail connue du Forem avant la date d'entrée et la date d'entrée.

Durée sans emploi	2017	2018	2019	2020	Total
[24,36)	272	284	371	305	1.232
%	5,4%	5,4%	6,5%	5,3%	5,7%
[36,48)	258	240	264	224	986
%	5,1%	4,6%	4,7%	3,9%	4,5%
[48,60)	240	219	207	224	890
%	4,7%	4,2%	3,6%	3,9%	4,1%
[60 et +	607	781	857	897	3.142
%	12,0%	14,9%	15,1%	15,6%	14,5%
Aucun emploi antérieur connu du Forem	1.791	1.888	2.112	2.238	8.029
%	35,3%	36,1%	37,2%	38,8%	36,9%
Total	5.073	5.231	5.673	5.765	21.742

Selon le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi du CPAS

La plus grande partie de la cohorte dépend d'un CPAS d'une grande ville (34,7 %). Nombre d'entre eux résident donc dans les bassins de ces grandes villes. Au regard de la demande d'emploi, il est à noter une plus forte présence de la cohorte résidant en Hainaut Centre (25,4 % contre 16,5 % des DEI moyenne mensuelle 2020) ; au contraire du bassin de Liège (15,5 % contre 21,6 % des DEI moyenne mensuelle 2020).

Figure 8 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon le bassin du CPAS

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Bassin du CPAS	2017	2018	2019	2020	Total
01 Wallonie picarde	408	389	453	503	1.753
%	8,0%	7,4%	8,0%	8,7%	8,1%
02 Hainaut Centre	1.245	1.374	1.425	1.477	5.521
%	24,5%	26,3%	25,1%	25,6%	25,4%
03 Hainaut Sud	933	898	992	1.041	3.864
%	18,4%	17,2%	17,5%	18,1%	17,8%
04 Brabant wallon	371	370	393	367	1.501
%	7,3%	7,1%	6,9%	6,4%	6,9%
05 Namur	496	558	653	660	2.367
%	9,8%	10,7%	11,5%	11,4%	10,9%
06 Huy -Waremme	183	178	231	241	833
%	3,6%	3,4%	4,1%	4,2%	3,8%
07 Liège	835	816	877	848	3.376
%	16,5%	15,6%	15,5%	14,7%	15,5%
08 Verviers	317	401	373	351	1.442
%	6,2%	7,7%	6,6%	6,1%	6,6%
09 Luxembourg	285	247	276	276	1.084
%	5,6%	4,7%	4,9%	4,8%	5,0%
Hors Wallonie				1	1
%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	5.073	5.231	5.673	5.765	21.742

Selon le type de commune

Figure 9 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon le type de commune

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Type de commune	2017	2018	2019	2020	Total
Grandes villes et villes régionales	1.718	1.851	1.933	2.035	7.537
%	33,9%	35,4%	34,1%	35,3%	34,7%
Communes semi-urbaines ou d'agglomération	964	1.055	1.128	1.131	4.279
%	19,0%	20,2%	19,9%	19,6%	19,7%
Communes avec concentration d'activités économiques	717	754	842	782	3.095
%	14,1%	14,4%	14,8%	13,6%	14,2%
Communes résidentielles	478	483	496	507	1.964
%	9,4%	9,2%	8,7%	8,8%	9,0%
Communes rurales	304	293	323	319	1.239
%	6,0%	5,6%	5,7%	5,5%	5,7%
Petites villes	269	241	269	320	1.099
%	5,3%	4,6%	4,7%	5,6%	5,1%
Villes moyennes à revenus élevés	273	234	292	242	1.041
%	5,4%	4,5%	5,1%	4,2%	4,8%
Communes centre et centres touristiques	225	194	214	250	883
%	4,4%	3,7%	3,8%	4,3%	4,1%
Villes centre en milieu rural	125	126	176	178	605
%	2,5%	2,4%	3,1%	3,1%	2,8%
Total	5.073	5.231	5.673	5.764	21.742

Les effets de la mise à l'emploi

À l'origine, l'objectif du dispositif « article 60-61 » est de permettre aux personnes de retrouver un droit à une allocation de sécurité sociale (principalement l'allocation de chômage) et, si possible, un accès au marché de l'emploi.

Une analyse de l'occupation après le(s) dispositif(s) permet de cerner dans quelle mesure ce dispositif atteint cet objectif. Les dates de début et de fin de contrat ont été déduites à partir des données disponibles dans les bases de données des demandeurs d'emploi du Forem (mise à jour via divers flux de données). Ces données ne précisent cependant pas la nature du contrat de travail déclaré. Le contrat est identifié comme un contrat subventionné par l'un ou l'autre des dispositifs analysés dès lors qu'il lie la personne et l'employeur identifiés dans la population et est actif dans la période pour laquelle la subvention a été octroyée.

Il faut de plus tenir compte d'une désynchronisation entre les flux de données. Les occupations ci-après décrites sont donc à **considérer comme des approximations**.

L'occupation des personnes peut être abordée, d'une part, par comparaison de « photos » prises de sa situation administrative à intervalles réguliers et d'autre part, au travers des occupations dans l'emploi connues du Forem couvrant une période après l'évènement étudié.

Statut administratif des personnes suivies avant et après l'occupation dans un des dispositifs

Une semaine AVANT la date de début de l'occupation dans un des dispositifs, près de neuf personnes sur dix (88,4 %) étaient soit inscrites au Forem obligatoirement à la demande d'un CPAS (53,9 % de la cohorte), soit en tant que DEI sous un autre statut (20,3 %) – principalement en tant que jeunes en stage d'insertion¹¹ ou n'étaient plus considérées comme un public du Forem (Radiation – 14,2 %). Une faible proportion de personnes était renseignée avec un statut de travailleur. Un complément au revenu d'intégration sociale peut en effet être accordé lorsque les ressources d'une

personne sont insuffisantes. C'est notamment le cas pour la catégorie des travailleurs pauvres percevant un faible revenu du travail en raison d'un faible barème salarial ou d'un temps partiel. Bénéficiant d'une aide sociale, ils seraient susceptibles de se voir proposer un contrat dans l'un des dispositifs.

Une semaine APRÈS la fin de l'occupation dans l'un ou l'autre des dispositifs, 56,6 % des personnes étaient reprises en tant que DEI chômeur, 19,7 % étaient au travail et 12,9 % occupées dans un emploi et inscrites librement auprès du Forem (DEO). Le dispositif semble donc bien atteindre l'objectif premier de recouvrement du droit au chômage.

Figure 10 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon le statut avant / après l'occupation dans un des dispositifs analysés
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Statut Forem	Nombre de personnes à J - 7 jours		Nombre de personnes à J + 7 jours	
DEI inscrit à la demande du CPAS	11.725	53,9%	501	2,3%
Radiation	3.088	14,2%	1.262	5,8%
DEI jeunes	2.462	11,3%	415	1,9%
DEI autres	1.091	5,0%	98	0,5%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	953	4,4%	2.808	12,9%
DEI chômeur	861	4,0%	12.312	56,6%
DE en formation	804	3,7%	31	0,1%
Travail	551	2,5%	4.274	19,7%
DEO en PFI	96	0,4%	15	0,1%
Autres statuts	59	0,3%	17	0,1%
nd	52	0,2%	9	0,0%
Total	21.742	100,0%	21.742	100,0%

¹¹ Un jeune de moins de 25 ans qui n'a pas droit aux allocations d'insertion est inscrit en jeunes en stage d'insertion afin de lui permettre de bénéficier d'un accompagnement. Les personnes bénéficiant d'un droit partiel aux allocations de chômage (et à ce titre, inscrites

en tant que 00 - D.E.I chômeur) peuvent se voir proposer un contrat « article 60 » afin de recouvrer un droit complet.

Un an avant la date de début de l'occupation, trois quarts des personnes (75,8 %) étaient soit inscrites au Forem obligatoirement à la demande d'un CPAS (29,4 % de la cohorte), soit DEI sous un autre statut (23,9 %) – principalement en tant que DEI chômeur ou jeunes en stage d'insertion ou n'étaient plus considérées comme un public du Forem (22,4 % - radiation).

Figure 11 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon le statut avant l'occupation dans un des dispositifs analysés (Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Statut Forem	Nombre de personnes à J - 1 an		Nombre de personnes à J - 6 mois		Nombre de personnes à J - 7 jours	
DEI inscrit à la demande du CPAS	6.401	29,4%	8.658	39,8%	11.725	53,9%
Radiation	4.864	22,4%	4.136	19,0%	3.088	14,2%
DEI chômeur	2.383	11,0%	1.581	7,3%	861	4,0%
nd	2.001	9,2%	949	4,4%	52	0,2%
DEI jeunes	1.532	7,0%	1.975	9,1%	2.462	11,3%
DEI autres	1.292	5,9%	1.213	5,6%	1.091	5,0%
Travail	950	4,4%	865	4,0%	551	2,5%
DE en formation	899	4,1%	1.034	4,8%	804	3,7%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	858	3,9%	993	4,6%	953	4,4%
Autres statuts	528	2,4%	292	1,3%	59	0,3%
DEO en PFI	34	0,2%	46	0,2%	96	0,4%
Total	21.742	100,0%	21.742	100,0%	21.742	100,0%

Un an après la fin de l'occupation dans un des dispositifs analysés, le pourcentage des DEI chômeur – a diminué à 42,5 %, celle des personnes à l'emploi a progressé à 24,3 % et celle des demandeurs d'emploi occupés inscrits librement au Forem (DEO) se maintient à 10,6 %.

Figure 12 : Cohorte des personnes ayant bénéficié de l'un et/ou l'autre des dispositifs analysés et sorties entre le 01/01/2017 et le 31/12/2020 - selon le statut après l'occupation dans un des dispositifs analysés (Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Statut Forem	Nombre de personnes à J + 7 jours		Nombre de personnes à J + 6 mois		Nombre de personnes à J + 1 an	
DEI chômeur	12.312	56,6%	10.536	48,5%	9.250	42,5%
Travail	4.274	19,7%	4.991	23,0%	5.290	24,3%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	2.808	12,9%	2.101	9,7%	2.308	10,6%
Radiation	1.262	5,8%	1.339	6,2%	1.709	7,9%
DEI inscrit à la demande du CPAS	501	2,3%	1.095	5,0%	1.166	5,4%
DEI jeunes	415	1,9%	494	2,3%	423	1,9%
DEI autres	98	0,5%	147	0,7%	131	0,6%
DE en formation	31	0,1%	665	3,1%	747	3,4%
Autres statuts	17	0,1%	292	1,3%	635	2,9%
DEO en PFI	15	0,1%	76	0,3%	79	0,4%
nd	9	0,0%	6	0,0%	4	0,0%
Total	21.742	100,0%	21.742	100,0%	21.742	100,0%

Si une majorité de la cohorte redevient DEI chômeur un an après la sortie d'un des dispositifs, l'analyse par dispositif (voir annexes 9 à 12) montre que les sortants de l'article 61, bien que moins nombreux, sont inscrits majoritairement dans un statut de travail après un an (44,4 %).

Taux d'occupation à l'emploi des personnes sorties

Le taux d'occupation est le rapport entre le nombre de personnes de la cohorte occupées au moins un jour à l'emploi dans la période étudiée et le nombre total de personnes de la cohorte¹². Le calcul de ce taux porte sur les périodes d'observation de 6 et 12 mois (c-à-d 180 et 365 jours) après la fin de la (des) subvention(s).

Il va de soi que – parmi différents facteurs – la durée d'observation influence de facto le niveau d'occupation puisque, plus le temps passe, plus la personne a de chances de prester au moins un jour à l'emploi.

Six mois après la date de fin de subvention, 9.107 personnes parmi la cohorte étudiée de 21.742 personnes avaient connu au moins un jour à l'emploi, soit un taux d'occupation de 41,9 %. Un an après, ce taux était de 53,1 % et concernait 11.547 personnes.

Figure 13 : Taux d'occupation dans les 6 et 12 mois selon la classe d'âges
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Classe d'âges	Cohorte	Taux d'occupation dans les 6 mois	Taux d'occupation dans les 12 mois
[17,25)	4.704	42,8%	55,9%
[25,30)	4.107	42,8%	55,5%
[30,40)	6.650	41,8%	53,1%
[40,50)	4.497	41,9%	51,8%
[50,65]	1.784	37,5%	43,4%
Total	21.742	41,9%	53,1%

Selon la classe d'âges à l'entrée dans le(s) dispositif(s), tant à 6 qu'à 12 mois, et bien que le taux d'occupation soit sensiblement moindre parmi les personnes âgées de 50 ans et plus, il se situe néanmoins entre 37,5 % et 42,8 % dans les 6 mois. En termes de croissance, c'est parmi les plus jeunes que l'on observe la plus forte progression du taux d'occupation entre 6 mois et 12 mois.

¹² Ce taux ainsi que le délai avant occupation et le nombre de mois d'occupation ont été calculés par le service AMEF du Forem. Il est déterminé en observant les données d'emplois

Figure 14 : Taux d'occupation dans les 6 et 12 mois selon le niveau d'études
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Niveau d'études	Cohorte	Taux d'occupation dans les 6 mois	Taux d'occupation dans les 12 mois
1. Primaire + Sec. de base	8.656	39,3%	50,7%
2. Secondaire 2ème degré	5.230	39,4%	49,9%
3. Secondaire 3ème degré	5.309	45,6%	56,7%
4. Supérieur	1.562	48,8%	61,1%
5. Apprentissage	544	47,4%	59,2%
6. Autres	176	38,1%	50,6%
nd	265	50,6%	63,8%
Total général	21.742	41,9%	53,1%

En ce qui concerne le niveau d'études des personnes occupées, il convient de mettre en regard des taux, les valeurs absolues qui s'y rapportent. Cette précision étant faite, les personnes tout au plus diplômées du secondaire du 2ème degré présentent les taux d'occupation les plus faibles que la moyenne, et ce tant à 6 mois qu'à 12 mois.

Figure 15 : Taux d'occupation dans les 6 et 12 mois selon le(s) dispositif(s) utilisé(s)
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Dispositif utilisé	Cohorte	Taux d'occupation dans les 6 mois	Taux d'occupation dans les 12 mois
ART 60	17.796	39,7%	51,2%
ART 61	966	74,6%	79,5%
ART ES	2.257	45,6%	57,1%
Combinaison de dispositifs	723	41,1%	51,7%
Total général	21.742	41,9%	53,1%

après la date de fin de subvention et jusqu'à la date de fin de la période de suivi. L'occupation est ici définie comme au moins un jour dans un emploi.

Délai avant la première occupation dans la période de suivi

Parmi les 9.107 personnes occupées dans les 6 mois, plus de la moitié (52,6 %), l'ont été dans les 15 jours après la fin de la (des) subvention(s). Ce taux élevé pourrait s'expliquer par une part de personnes ayant vu la relation de travail subventionnée prolongé en dehors de la (des) subvention(s) ; notamment dans l'article 61. Pour quatre personnes sur dix, le délai avant une nouvelle occupation est de plus d'un mois.

L'analyse sur une période de 12 mois montre que plus de quatre personnes sur dix connaissent l'emploi rapidement, endéans les 15 jours après la fin de la (des) subvention(s), ici aussi notamment en raison de la prolongation de la relation de travail.

Figure 16 : Cohorte occupée dans les 6 et 12 mois selon le délai avant occupation
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Délai en jour	Insertion dans les 6 mois		Insertion dans les 12 mois	
	nbre de personnes occupées	%	nbre de personnes occupées	%
[0,15)	4.794	52,6%	4.794	41,5%
[15,30)	645	7,1%	645	5,6%
[30,90)	1.787	19,6%	1.787	15,5%
[90,180)	1.881	20,7%	1.864	16,1%
[180,270)		0,0%	1.430	12,4%
[270,365]		0,0%	1.027	8,9%
Total	9.107	100,0%	11.547	100,0%

Figure 17 : Répartition de la cohorte occupée dans les 12 mois selon le dispositif et le délai avant occupation

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Délai en jour	Article 60	Article 61	Initiatives d'économie sociale	Combinaison de dispositifs	Total
[0,15)	38,4%	79,2%	42,3%	37,7%	41,5%
[15,30)	6,0%	2,5%	4,8%	4,0%	5,6%
[30,90)	16,3%	6,9%	14,9%	14,2%	15,5%
[90,180)	16,5%	5,3%	17,9%	23,3%	16,1%
[180,270)	13,1%	3,4%	12,8%	11,5%	12,4%
[270,365]	9,6%	2,7%	7,2%	9,4%	8,9%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Durée d'occupation dans la période de suivi

La durée d'occupation¹³ montre pour un groupe conséquent de personnes une occupation longue. Durant la période de suivi de 6 mois, près d'un tiers des personnes sont occupées pendant presque toute cette période (plus de 90 %). Un même constat est fait sur la période de suivi d'un an avec là un peu plus d'un cinquième des personnes occupées sur presque toute la période.

Figure 18 : Cohorte occupée dans les 6 et 12 mois selon la durée d'occupation
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

% de la période	Occupation dans les 6 mois		Occupation dans les 12 mois	
	Nb de personnes occupées	%	Nb de personnes occupées	%
[0,10)	1.683	18,5%	2.654	23,0%
[10,20)	959	10,5%	1.202	10,4%
[20,30)	583	6,4%	1.116	9,7%
[30,40)	592	6,5%	790	6,8%
[40,50)	559	6,1%	757	6,6%
[50,60)	601	6,6%	732	6,3%
[60,70)	425	4,7%	567	4,9%
[70,80)	409	4,5%	615	5,3%
[80,90)	539	5,9%	610	5,3%
[90,100]	2.757	30,3%	2.504	21,7%
Total	9.107	100,0%	11.547	100,0%

Figure 19 : Répartition de la cohorte occupée dans les 12 mois selon le dispositif et la durée d'occupation

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

% de la période	Article 60	Article 61	Initiatives d'économie sociale	Combinaison de dispositifs	Total
[0,10)	23,3%	12,2%	26,6%	25,4%	23,0%
[10,20)	10,5%	5,5%	12,0%	12,6%	10,4%
[20,30)	9,8%	6,1%	10,1%	11,0%	9,7%
[30,40)	7,1%	4,8%	6,3%	7,2%	6,8%
[40,50)	6,9%	6,1%	5,1%	5,1%	6,6%
[50,60)	6,3%	6,8%	5,7%	7,8%	6,3%
[60,70)	4,7%	4,4%	5,7%	7,2%	4,9%
[70,80)	5,6%	4,0%	4,5%	4,3%	5,3%
[80,90)	5,5%	4,2%	5,0%	2,7%	5,3%
[90,100]	20,2%	45,8%	18,9%	16,8%	21,7%
Total général	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

¹³ La durée d'occupation est ici définie comme le nombre de jours de la période de suivi durant lesquels la personne est sous contrat de travail.

Croisement du délai avant la première occupation et du temps d'occupation dans la période de suivi

Le croisement du délai d'insertion et du temps d'occupation sur la période permet de constater que 18,8 % des personnes insérées l'ont été rapidement de manière durable pendant les douze mois de suivi.

Figure 20 : Proportion de la cohorte occupée selon le temps d'occupation durant la période de suivi (en %) et le délai en jour avant la première insertion (Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Temps d'occupation sur la période en %	Délai d'insertion en jour						Total	Nombre de sortants insérés au moins un jour dans les 12 mois
	[0,15]	[15,30]	[30,90]	[90,180]	[180,270]	[270,365]		
[0,10)	5,5%	0,8%	3,1%	3,9%	4,0%	5,7%	23,0%	2.654
[10,20)	3,0%	0,4%	1,4%	1,7%	1,7%	2,2%	10,4%	1.202
[20,30)	2,9%	0,5%	1,4%	1,6%	2,4%	1,0%	9,7%	1.116
[30,40)	1,9%	0,3%	1,0%	1,5%	2,2%	0,0%	6,8%	790
[40,50)	2,0%	0,2%	1,1%	1,2%	2,0%	0,0%	6,6%	757
[50,60)	2,3%	0,3%	0,9%	2,6%	0,2%	0,0%	6,3%	732
[60,70)	1,5%	0,2%	0,9%	2,3%	0,0%	0,0%	4,9%	567
[70,80)	1,8%	0,4%	1,8%	1,4%	0,0%	0,0%	5,3%	615
[80,90)	1,8%	0,4%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%	5,3%	610
[90,100]	18,8%	2,0%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	21,7%	2.504
Total	41,5%	5,6%	15,5%	16,1%	12,4%	8,9%	100,0%	11.547

Cette répartition varie cependant selon le dispositif utilisé (voir annexe 13). La proportion des personnes insérées rapidement et durablement est nettement supérieure dans la cohorte des sortants de l'article 61 ; s'élevant à 45,1 %.

Conclusion des effets de la mise à l'emploi

Le statut des personnes et le taux d'occupation estimé après sortie de la (des) subvention(s) semblent montrer que l'article 61 mène plus rapidement et plus durablement vers un emploi ; mais pour un nombre limité de personnes. Cela ne permet cependant pas de conclure à une plus grande efficacité de l'article 61. En effet, il serait nécessaire pour cela de pouvoir comparer le parcours de la population sortant de ce dispositif au parcours d'une population similaire n'ayant pas bénéficié d'aide à l'emploi ou ayant bénéficié d'autres aides gérées ou non par les CPAS.

Une hypothèse serait que l'article 61 est plutôt utilisé comme un outil du processus de recrutement des entreprises utilisatrices (au même titre que les aides à l'emploi classique ?). Sur base des données analysées, près d'un tiers des personnes identifiées comme sortant de ce dispositif voit la relation de travail subventionnée prolongée après la fin de la subvention et connaissent une insertion durable couvrant la quasi-totalité de la période de suivi d'un an (voir annexe 14). Cela concerne quelque 350 personnes.

L'article 60 serait, quant à lui, plutôt toujours utilisé comme un tremplin pour réintégrer le giron de la sécurité sociale. Parmi les 48 % des personnes identifiées comme sortant de ce dispositif qui n'ont pas connu d'insertion dans l'emploi dans la période de suivi d'un an (voir annexe 14), la majorité (60,4 %) a recouvré le statut de chômeur un an après sa sortie. Quelque 9 % des sortants du dispositif « article 60 » (17,1 % des sortants insérés – voir annexe 13) ont connu une insertion rapide et s'insère pendant presque l'entièreté de la période de suivi d'un an. Cela concerne quelque 1.550 personnes.

Les principaux groupes sectoriels d'occupation dans la période de suivi de 12 mois des personnes à la sortie des dispositifs (voir annexe 15) indique que les sortants s'insèrent principalement dans les services d'aide. L'analyse par dispositif fait ici aussi ressortir la spécificité de l'article 61. Les principaux groupes sectoriels d'occupation dans la période de suivi y sont l'Horeca, la construction et la vente. Les groupes sectoriels d'occupation durant la période de suivi semblent rester les mêmes que les groupes sectoriels d'occupation durant la période de subvention.

Annexes

Annexe 1 : Cohorte par genre et par dispositif analysé

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Ensemble des dispositifs analysés					
Sexe	2017	2018	2019	2020	Total
Femmes	2396	2439	2627	2560	10022
%	47,2%	46,6%	46,3%	44,4%	46,1%
Hommes	2677	2792	3046	3205	11720
%	52,8%	53,4%	53,7%	55,6%	53,9%
Total	5073	5231	5673	5765	21742
Article 60					
Femmes	2056	2059	2260	2156	8531
%	49,3%	48,2%	48,3%	46,1%	47,9%
Hommes	2114	2214	2420	2517	9265
%	50,7%	51,8%	51,7%	53,9%	52,1%
Total	4170	4273	4680	4673	17796
Article 61					
Femmes	108	83	94	75	360
%	39,0%	38,1%	38,8%	32,8%	37,3%
Hommes	169	135	148	154	606
%	61,0%	61,9%	61,2%	67,2%	62,7%
Total	277	218	242	229	966
Initiatives d'économie sociale					
Femmes	218	220	184	225	847
%	37,7%	37,9%	35,7%	38,7%	37,5%
Hommes	360	361	332	357	1410
%	62,3%	62,1%	64,3%	61,3%	62,5%
Total	578	581	516	582	2257
Combinaisons des dispositifs					
Femmes	14	77	89	104	284
%	29,2%	48,4%	37,9%	37,0%	39,3%
Hommes	34	82	146	177	439
%	70,8%	51,6%	62,1%	63,0%	60,7%
Total	48	159	235	281	723

Annexe 2 : Cohorte par classe d'âges et par dispositif analysé

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Ensemble des dispositifs analysés					
Classe d'âges	2017	2018	2019	2020	Total
[17,25]	1024	1163	1213	1304	4704
%	20,2%	22,2%	21,4%	22,6%	21,6%
[25,30]	945	955	1147	1060	4107
%	18,6%	18,3%	20,2%	18,4%	18,9%
[30,40]	1583	1558	1727	1782	6650
%	31,2%	29,8%	30,4%	30,9%	30,6%
[40,50]	1112	1134	1136	1115	4497
%	21,9%	21,7%	20,0%	19,3%	20,7%
[50,65]	409	421	450	504	1784
%	8,1%	8,0%	7,9%	8,7%	8,2%
Total	5073	5231	5673	5765	21742
Article 60					
[17,25]	842	971	1028	1092	3933
%	20,2%	22,7%	22,0%	23,4%	22,1%
[25,30]	755	756	959	863	3333
%	18,1%	17,7%	20,5%	18,5%	18,7%
[30,40]	1302	1277	1398	1437	5414
%	31,2%	29,9%	29,9%	30,8%	30,4%
[40,50]	930	916	924	887	3657
%	22,3%	21,4%	19,7%	19,0%	20,5%
[50,65]	341	353	371	394	1459
%	8,2%	8,3%	7,9%	8,4%	8,2%
Total	4170	4273	4680	4673	17796
Article 61					
[17,25]	81	69	60	60	270
%	29,2%	31,7%	24,8%	26,2%	28,0%
[25,30]	56	48	52	49	205
%	20,2%	22,0%	21,5%	21,4%	21,2%
[30,40]	83	61	78	64	286
%	30,0%	28,0%	32,2%	27,9%	29,6%
[40,50]	40	30	38	40	148
%	14,4%	13,8%	15,7%	17,5%	15,3%
[50,65]	17	10	14	16	57
%	6,1%	4,6%	5,8%	7,0%	5,9%
Total	277	218	242	229	966
Initiatives d'économie sociale					
[17,25]	90	90	79	92	351
%	15,6%	15,5%	15,3%	15,8%	15,6%
[25,30]	123	108	89	95	415
%	21,3%	18,6%	17,2%	16,3%	18,4%
[30,40]	184	178	176	203	741
%	31,8%	30,6%	34,1%	34,9%	32,8%
[40,50]	135	159	124	133	551
%	23,4%	27,4%	24,0%	22,9%	24,4%
[50,65]	46	46	48	59	199
%	8,0%	7,9%	9,3%	10,1%	8,8%
Total	578	581	516	582	2257
Combinaisons des dispositifs					
[17,25]	11	33	46	60	150
%	22,9%	20,8%	19,6%	21,4%	20,7%
[25,30]	11	43	47	53	154
%	22,9%	27,0%	20,0%	18,9%	21,3%
[30,40]	14	42	75	78	209
%	29,2%	26,4%	31,9%	27,8%	28,9%
[40,50]	7	29	50	55	141
%	14,6%	18,2%	21,3%	19,6%	19,5%
[50,65]	5	12	17	35	69
%	10,4%	7,5%	7,2%	12,5%	9,5%
Total	48	159	235	281	723

Annexe 3 : Cohorte par niveau d'études et par dispositif analysé
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Ensemble des dispositifs analysés					
Niveau d'études	2017	2018	2019	2020	Total
1. Primaire + Sec. de base	1940	2028	2294	2394	8656
%	38,2%	38,8%	40,4%	41,5%	39,8%
2. Secondaire 2ème degré	1273	1271	1345	1341	5230
%	25,1%	24,3%	23,7%	23,3%	24,1%
3. Secondaire 3ème degré	1245	1330	1370	1364	5309
%	24,5%	25,4%	24,1%	23,7%	24,4%
4. Supérieur	406	376	375	405	1562
%	8,0%	7,2%	6,6%	7,0%	7,2%
5. Apprentissage	121	131	153	139	544
%	2,4%	2,5%	2,7%	2,4%	2,5%
6. Autres	38	42	51	45	176
%	0,7%	0,8%	0,9%	0,8%	0,8%
nd	50	53	85	77	265
%	1,0%	1,0%	1,5%	1,3%	1,2%
Total	5073	5231	5673	5765	21742
Article 60					
1. Primaire + Sec. de base	1539	1609	1864	1885	6897
%	36,9%	37,7%	39,8%	40,3%	38,8%
2. Secondaire 2ème degré	1082	1059	1127	1104	4372
%	25,9%	24,8%	24,1%	23,6%	24,6%
3. Secondaire 3ème degré	1041	1111	1161	1151	4464
%	25,0%	26,0%	24,8%	24,6%	25,1%
4. Supérieur	345	313	301	323	1282
%	8,3%	7,3%	6,4%	6,9%	7,2%
5. Apprentissage	92	105	126	112	435
%	2,2%	2,5%	2,7%	2,4%	2,4%
6. Autres	30	34	34	38	136
%	0,7%	0,8%	0,7%	0,8%	0,8%
nd	41	42	67	60	210
%	1,0%	1,0%	1,4%	1,3%	1,2%
Total	4170	4273	4680	4673	17796
Article 61					
1. Primaire + Sec. de base	134	85	115	114	448
%	48,4%	39,0%	47,5%	49,8%	46,4%
2. Secondaire 2ème degré	49	42	48	51	190
%	17,7%	19,3%	19,8%	22,3%	19,7%
3. Secondaire 3ème degré	66	67	50	42	225
%	23,8%	30,7%	20,7%	18,3%	23,3%
4. Supérieur	13	9	14	15	51
%	4,7%	4,1%	5,8%	6,6%	5,3%
5. Apprentissage	12	9	7	4	32
%	4,3%	4,1%	2,9%	1,7%	3,3%
6. Autres	3	3	3	1	10
%	1,1%	1,4%	1,2%	0,4%	1,0%
nd		3	5	2	10
%	0,0%	1,4%	2,1%	0,9%	1,0%
Total	277	218	242	229	966
Initiatives d'économie sociale					
1. Primaire + Sec. de base	247	256	218	277	998
%	42,7%	44,1%	42,2%	47,6%	44,2%
2. Secondaire 2ème degré	130	140	120	123	513
%	22,5%	24,1%	23,3%	21,1%	22,7%
3. Secondaire 3ème degré	127	116	106	112	461
%	22,0%	20,0%	20,5%	19,2%	20,4%
4. Supérieur	44	43	42	42	171
%	7,6%	7,4%	8,1%	7,2%	7,6%
5. Apprentissage	16	16	14	15	61
%	2,8%	2,8%	2,7%	2,6%	2,7%
6. Autres	5	4	10	3	22
%	0,9%	0,7%	1,9%	0,5%	1,0%
nd	9	6	6	10	31
%	1,6%	1,0%	1,2%	1,7%	1,4%
Total	578	581	516	582	2257
Combinaisons des dispositifs					
1. Primaire + Sec. de base	20	78	97	118	313
%	41,7%	49,1%	41,3%	42,0%	43,3%
2. Secondaire 2ème degré	12	30	50	63	155
%	25,0%	18,9%	21,3%	22,4%	21,4%
3. Secondaire 3ème degré	11	36	53	59	159
%	22,9%	22,6%	22,6%	21,0%	22,0%
4. Supérieur	4	11	18	25	58
%	8,3%	6,9%	7,7%	8,9%	8,0%
5. Apprentissage	1	1	6	8	16
%	2,1%	0,6%	2,6%	2,8%	2,2%
6. Autres		1	4	3	8
%	0,0%	0,6%	1,7%	1,1%	1,1%
nd		2	7	5	14
%	0,0%	1,3%	3,0%	1,8%	1,9%
Total	48	159	235	281	723

Annexe 4 : Cohorte par durée sans emploi et par dispositif analysé
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Ensemble des dispositifs analysés						Initiatives d'économie sociale					
Durée sans emploi	2017	2018	2019	2020	Total	Durée sans emploi	2017	2018	2019	2020	Total
[0,3]	738	553	515	531	2337	[0,3]	86	53	37	47	223
%	14,5%	10,6%	9,1%	9,2%	10,7%	%	14,9%	9,1%	7,2%	8,1%	9,9%
[3,6]	315	340	372	383	1410	[3,6]	41	34	27	45	147
%	6,2%	6,5%	6,6%	6,6%	6,5%	%	7,1%	5,9%	5,2%	7,7%	6,5%
[6,12]	414	421	467	460	1762	[6,12]	45	52	42	44	183
%	8,2%	8,0%	8,2%	8,0%	8,1%	%	7,8%	9,0%	8,1%	7,6%	8,1%
[12,24]	438	505	508	503	1954	[12,24]	46	54	55	52	207
%	8,6%	9,7%	9,0%	8,7%	9,0%	%	8,0%	9,3%	10,7%	8,9%	9,2%
[24,36]	272	284	371	305	1232	[24,36]	35	19	32	31	117
%	5,4%	5,4%	6,5%	5,3%	5,7%	%	6,1%	3,3%	6,2%	5,3%	5,2%
[36,48]	258	240	264	224	986	[36,48]	28	34	21	19	102
%	5,1%	4,6%	4,7%	3,9%	4,5%	%	4,8%	5,9%	4,1%	3,3%	4,5%
[48,60]	240	219	207	224	890	[48,60]	24	29	23	26	102
%	4,7%	4,2%	3,6%	3,9%	4,1%	%	4,2%	5,0%	4,5%	4,5%	4,5%
[60,120]	542	656	703	659	2560	[60,120]	59	79	75	68	281
%	10,7%	12,5%	12,4%	11,4%	11,8%	%	10,2%	13,6%	14,5%	11,7%	12,5%
[120,201]	65	125	154	238	582	[120,201]	5	15	12	28	60
%	1,3%	2,4%	2,7%	4,1%	2,7%	%	0,9%	2,6%	2,3%	4,8%	2,7%
Aucun emploi antérieur connu du Forem	1791	1888	2112	2238	8029	Aucun emploi antérieur connu du Forem	209	212	192	222	835
%	35,3%	36,1%	37,2%	38,8%	36,9%	%	36,2%	36,5%	37,2%	38,1%	37,0%
Total	5073	5231	5673	5765	21742	Total	578	581	516	582	2257
Article 60						Combinaisons des dispositifs					
[0,3]	553	436	407	408	1804	[0,3]	14	17	25	35	91
%	13,3%	10,2%	8,7%	8,7%	10,1%	%	29,2%	10,7%	10,6%	12,5%	12,6%
[3,6]	250	284	297	307	1138	[3,6]	4	5	19	15	43
%	6,0%	6,6%	6,3%	6,6%	6,4%	%	8,3%	3,1%	8,1%	5,3%	5,9%
[6,12]	341	333	381	380	1435	[6,12]	3	13	21	19	56
%	8,2%	7,8%	8,1%	8,1%	8,1%	%	6,3%	8,2%	8,9%	6,8%	7,7%
[12,24]	362	416	412	391	1581	[12,24]	5	22	18	28	73
%	8,7%	9,7%	8,8%	8,4%	8,9%	%	10,4%	13,8%	7,7%	10,0%	10,1%
[24,36]	222	247	307	251	1027	[24,36]	5	14	19	14	52
%	5,3%	5,8%	6,6%	5,4%	5,8%	%	10,4%	8,8%	8,1%	5,0%	7,2%
[36,48]	211	190	213	188	802	[36,48]	2	5	18	12	37
%	5,1%	4,4%	4,6%	4,0%	4,5%	%	4,2%	3,1%	7,7%	4,3%	5,1%
[48,60]	207	176	175	185	743	[48,60]	3	6	8	11	28
%	5,0%	4,1%	3,7%	4,0%	4,2%	%	6,3%	3,8%	3,4%	3,9%	3,9%
[60,120]	474	535	580	540	2129	[60,120]	1	23	27	32	83
%	11,4%	12,5%	12,4%	11,6%	12,0%	%	2,1%	14,5%	11,5%	11,4%	11,5%
[120,201]	56	103	130	196	485	[120,201]	1	3	2	4	10
%	1,3%	2,4%	2,8%	4,2%	2,7%	%	2,1%	1,9%	0,9%	1,4%	1,4%
Aucun emploi antérieur connu du Forem	1494	1553	1778	1827	6652	Aucun emploi antérieur connu du Forem	10	51	78	111	250
%	35,8%	36,3%	38,0%	39,1%	37,4%	%	20,8%	32,1%	33,2%	39,5%	34,6%
Total	4170	4273	4680	4673	17796	Total	48	159	235	281	723
Article 61											
[0,3]	85	47	46	41	219						
%	30,7%	21,6%	19,0%	17,9%	22,7%						
[3,6]	20	17	29	16	82						
%	7,2%	7,8%	12,0%	7,0%	8,5%						
[6,12]	25	23	23	17	88						
%	9,0%	10,6%	9,5%	7,4%	9,1%						
[12,24]	25	13	23	32	93						
%	9,0%	6,0%	9,5%	14,0%	9,6%						
[24,36]	10	4	13	9	36						
%	3,6%	1,8%	5,4%	3,9%	3,7%						
[36,48]	17	11	12	5	45						
%	6,1%	5,0%	5,0%	2,2%	4,7%						
[48,60]	6	8	1	2	17						
%	2,2%	3,7%	0,4%	0,9%	1,8%						
[60,120]	8	19	21	19	67						
%	2,9%	8,7%	8,7%	8,3%	6,9%						
[120,201]	3	4	10	10	27						
%	1,1%	1,8%	4,1%	4,4%	2,8%						
Aucun emploi antérieur connu du Forem	78	72	64	78	292						
%	28,2%	33,0%	26,4%	34,1%	30,2%						
Total	277	218	242	229	966						

Annexe 5 : Cohorte par bassin et par dispositif analysé
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Ensemble des dispositifs analysés					
BCECPAS_Bassin	2017	2018	2019	2020	Total
01 Wallonie picarde	408	389	453	503	1753
%	8,0%	7,4%	8,0%	8,7%	8,1%
02 Hainaut Centre	1245	1374	1425	1477	5521
%	24,5%	26,3%	25,1%	25,6%	25,4%
03 Hainaut Sud	933	898	992	1041	3864
%	18,4%	17,2%	17,5%	18,1%	17,8%
04 Brabant wallon	371	370	393	367	1501
%	7,3%	7,1%	6,9%	6,4%	6,9%
05 Namur	496	558	653	660	2367
%	9,8%	10,7%	11,5%	11,4%	10,9%
06 Huy -Waremme	183	178	231	241	833
%	3,6%	3,4%	4,1%	4,2%	3,8%
07 Liège	835	816	877	848	3376
%	16,5%	15,6%	15,5%	14,7%	15,5%
08 Verviers	317	401	373	351	1442
%	6,2%	7,7%	6,6%	6,1%	6,6%
09 Luxembourg	285	247	276	276	1084
%	5,6%	4,7%	4,9%	4,8%	5,0%
nd				1	1
%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	5073	5231	5673	5765	21742
Article 60					
01 Wallonie picarde	353	347	406	431	1537
%	8,5%	8,1%	8,7%	9,2%	8,6%
02 Hainaut Centre	1074	1202	1273	1275	4824
%	25,8%	28,1%	27,2%	27,3%	27,1%
03 Hainaut Sud	783	729	826	845	3183
%	18,8%	17,1%	17,6%	18,1%	17,9%
04 Brabant wallon	321	314	324	302	1261
%	7,7%	7,3%	6,9%	6,5%	7,1%
05 Namur	414	470	537	542	1963
%	9,9%	11,0%	11,5%	11,6%	11,0%
06 Huy -Waremme	146	134	189	181	650
%	3,5%	3,1%	4,0%	3,9%	3,7%
07 Liège	585	555	597	584	2321
%	14,0%	13,0%	12,8%	12,5%	13,0%
08 Verviers	269	332	316	299	1216
%	6,5%	7,8%	6,8%	6,4%	6,8%
09 Luxembourg	225	190	212	213	840
%	5,4%	4,4%	4,5%	4,6%	4,7%
nd				1	1
%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	4170	4273	4680	4673	17796
Article 61					
01 Wallonie picarde	6	4	6	2	18
%	2,2%	1,8%	2,5%	0,9%	1,9%
02 Hainaut Centre	74	54	48	51	227
%	26,7%	24,8%	19,8%	22,3%	23,5%
03 Hainaut Sud	63	65	58	46	232
%	22,7%	29,8%	24,0%	20,1%	24,0%
04 Brabant wallon	5		4	4	13
%	1,8%	0,0%	1,7%	1,7%	1,3%
05 Namur	22	17	33	43	115
%	7,9%	7,8%	13,6%	18,8%	11,9%
06 Huy -Waremme	4	5	7	1	17
%	1,4%	2,3%	2,9%	0,4%	1,8%
07 Liège	91	67	85	71	314
%	32,9%	30,7%	35,1%	31,0%	32,5%
08 Verviers	2	3	1	3	9
%	0,7%	1,4%	0,4%	1,3%	0,9%
09 Luxembourg	10	3	0	8	21
%	3,6%	1,4%	0,0%	3,5%	2,2%
Total	277	218	242	229	966

Initiatives d'économie sociale					
BCECPAS_Bassin	2017	2018	2019	2020	Total
01 Wallonie picarde	42	30	30	57	159
%	7,3%	5,2%	5,8%	9,8%	7,0%
02 Hainaut Centre	94	93	70	75	332
%	16,3%	16,0%	13,6%	12,9%	14,7%
03 Hainaut Sud	82	86	76	118	362
%	14,2%	14,8%	14,7%	20,3%	16,0%
04 Brabant wallon	41	42	42	34	159
%	7,1%	7,2%	8,1%	5,8%	7,0%
05 Namur	53	47	49	50	199
%	9,2%	8,1%	9,5%	8,6%	8,8%
06 Huy -Waremme	30	30	18	46	124
%	5,2%	5,2%	3,5%	7,9%	5,5%
07 Liège	149	163	155	141	608
%	25,8%	28,1%	30,0%	24,2%	26,9%
08 Verviers	40	51	35	26	152
%	6,9%	8,8%	6,8%	4,5%	6,7%
09 Luxembourg	47	39	41	35	162
%	8,1%	6,7%	7,9%	6,0%	7,2%
Total	578	581	516	582	2257
Combinaisons des dispositifs					
01 Wallonie picarde	7	8	11	13	39
%	14,6%	5,0%	4,7%	4,6%	5,4%
02 Hainaut Centre	3	25	34	76	138
%	6,3%	15,7%	14,5%	27,0%	19,1%
03 Hainaut Sud	5	18	32	32	87
%	10,4%	11,3%	13,6%	11,4%	12,0%
04 Brabant wallon	4	14	23	27	68
%	8,3%	8,8%	9,8%	9,6%	9,4%
05 Namur	7	24	34	25	90
%	14,6%	15,1%	14,5%	8,9%	12,4%
06 Huy -Waremme	3	9	17	13	42
%	6,3%	5,7%	7,2%	4,6%	5,8%
07 Liège	10	31	40	52	133
%	20,8%	19,5%	17,0%	18,5%	18,4%
08 Verviers	6	15	21	23	65
%	12,5%	9,4%	8,9%	8,2%	9,0%
09 Luxembourg	3	15	23	20	61
%	6,3%	9,4%	9,8%	7,1%	8,4%
Total	48	159	235	281	723

Annexe 6 : Cohorte par type de commune et par dispositif analysé
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Ensemble des dispositifs analysés					
Type de commune	2017	2018	2019	2020	Total
Grandes villes et villes régionales	1718	1851	1933	2035	7537
%	33,9%	35,4%	34,1%	35,3%	34,7%
Communes semi-urbaines ou d'agglomération	964	1055	1128	1131	4279
%	19,0%	20,2%	19,9%	19,6%	19,7%
Communes avec concentration d'activités économiques	717	754	842	782	3095
%	14,1%	14,4%	14,8%	13,6%	14,2%
Communes résidentielles	478	483	496	507	1964
%	9,4%	9,2%	8,7%	8,8%	9,0%
Communes rurales	304	293	323	319	1239
%	6,0%	5,6%	5,7%	5,5%	5,7%
Petites villes	269	241	269	320	1099
%	5,3%	4,6%	4,7%	5,6%	5,1%
Villes moyennes à revenus élevés	273	234	292	242	1041
%	5,4%	4,5%	5,1%	4,2%	4,8%
Communes centre et centres touristiques	225	194	214	250	883
%	4,4%	3,7%	3,8%	4,3%	4,1%
Villes centre en milieu rural	125	126	176	178	605
%	2,5%	2,4%	3,1%	3,1%	2,8%
Total	5073	5231	5673	5764	21742
Article 60					
Grandes villes et villes régionales	1298	1423	1494	1545	5760
%	31,1%	33,3%	31,9%	33,1%	32,4%
Communes semi-urbaines ou d'agglomération	841	906	1003	997	3748
%	20,2%	21,2%	21,4%	21,3%	21,1%
Communes avec concentration d'activités économiques	619	647	718	655	2639
%	14,8%	15,1%	15,3%	14,0%	14,8%
Communes résidentielles	401	390	391	410	1592
%	9,6%	9,1%	8,4%	8,8%	8,9%
Communes rurales	269	265	288	275	1097
%	6,5%	6,2%	6,2%	5,9%	6,2%
Villes moyennes à revenus élevés	231	188	239	199	857
%	5,5%	4,4%	5,1%	4,3%	4,8%
Petites villes	218	182	214	234	848
%	5,2%	4,3%	4,6%	5,0%	4,8%
Communes centre et centres touristiques	186	166	181	212	745
%	4,5%	3,9%	3,9%	4,5%	4,2%
Villes centre en milieu rural	107	106	152	145	510
%	2,6%	2,5%	3,2%	3,1%	2,9%
Total	4170	4273	4680	4672	17796
Article 61					
Grandes villes et villes régionales	160	139	156	138	593
%	57,8%	63,8%	64,5%	60,3%	61,4%
Communes semi-urbaines ou d'agglomération	39	35	26	26	126
%	14,1%	16,1%	10,7%	11,4%	13,0%
Communes avec concentration d'activités économiques	21	14	22	22	79
%	7,6%	6,4%	9,1%	9,6%	8,2%
Communes centre et centres touristiques	19	6	10	14	49
%	6,9%	2,8%	4,1%	6,1%	5,1%
Communes résidentielles	17	7	12	10	46
%	6,1%	3,2%	5,0%	4,4%	4,8%
Petites villes	7	7	9	4	27
%	2,5%	3,2%	3,7%	1,7%	2,8%
Communes rurales	9	4	5	7	25
%	3,2%	1,8%	2,1%	3,1%	2,6%
Villes moyennes à revenus élevés	3	3	2	3	11
%	1,1%	1,4%	0,8%	1,3%	1,1%
Villes centre en milieu rural	2	3		5	10
%	0,7%	1,4%	0,0%	2,2%	1,0%
Total	277	218	242	229	966

Initiatives d'économie sociale					
Type de commune	2017	2018	2019	2020	Total
Grandes villes et villes régionales	246	260	233	252	991
%	42,6%	44,8%	45,2%	43,3%	43,9%
Communes avec concentration d'activités économiques	71	78	67	75	291
%	12,3%	13,4%	13,0%	12,9%	12,9%
Communes semi-urbaines ou d'agglomération	77	78	60	69	284
%	13,3%	13,4%	11,6%	11,9%	12,6%
Petites villes	44	40	33	64	181
%	7,6%	6,9%	6,4%	11,0%	8,0%
Communes résidentielles	48	44	47	41	180
%	8,3%	7,6%	9,1%	7,0%	8,0%
Villes moyennes à revenus élevés	39	37	32	27	135
%	6,7%	6,4%	6,2%	4,6%	6,0%
Communes rurales	21	16	17	23	77
%	3,6%	2,8%	3,3%	4,0%	3,4%
Villes centre en milieu rural	14	13	19	19	65
%	2,4%	2,2%	3,7%	3,3%	2,9%
Communes centre et centres touristiques	18	15	8	12	53
%	3,1%	2,6%	1,6%	2,1%	2,3%
Total	578	581	516	582	2257
Combinaisons des dispositifs					
Grandes villes et villes régionales	14	29	50	100	193
%	29,2%	18,2%	21,3%	35,6%	26,7%
Communes résidentielles	12	42	46	46	146
%	25,0%	26,4%	19,6%	16,4%	20,2%
Communes semi-urbaines ou d'agglomération	7	36	39	39	121
%	14,6%	22,6%	16,6%	13,9%	16,7%
Communes avec concentration d'activités économiques	6	15	35	30	86
%	12,5%	9,4%	14,9%	10,7%	11,9%
Petites villes		12	13	18	43
%	0,0%	7,5%	5,5%	6,4%	5,9%
Communes rurales	5	8	13	14	40
%	10,4%	5,0%	5,5%	5,0%	5,5%
Villes moyennes à revenus élevés		6	19	13	38
%	0,0%	3,8%	8,1%	4,6%	5,3%
Communes centre et centres touristiques	2	7	15	12	36
%	4,2%	4,4%	6,4%	4,3%	5,0%
Villes centre en milieu rural	2	4	5	9	20
%	4,2%	2,5%	2,1%	3,2%	2,8%
Total	48	159	235	281	723

Annexe 7 : Cohorte par statut à J + 7 jours et par année de sortie

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Statut Forem	Nombre de personnes à J + 7 jours									
	2017		2018		2019		2020		Total	
DEI chômeur	2989	58,9%	3104	59,3%	3297	58,1%	2922	50,7%	12312	56,6%
Travail	879	17,3%	892	17,1%	1117	19,7%	1386	24,0%	4274	19,7%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	517	10,2%	703	13,4%	721	12,7%	867	15,0%	2808	12,9%
Radiation	449	8,9%	313	6,0%	258	4,5%	242	4,2%	1262	5,8%
DEI inscrit à la demande du CPAS	128	2,5%	110	2,1%	119	2,1%	144	2,5%	501	2,3%
DEI jeunes	69	1,4%	87	1,7%	107	1,9%	152	2,6%	415	1,9%
DEI autres	26	0,5%	9	0,2%	35	0,6%	28	0,5%	98	0,5%
DE en formation	7	0,1%	8	0,2%	6	0,1%	10	0,2%	31	0,1%
Autres statuts	4	0,1%	1	0,0%	6	0,1%	6	0,1%	17	0,1%
DEO en PFI	4	0,1%	2	0,0%	4	0,1%	5	0,1%	15	0,1%
nd	1	0,0%	2	0,0%	3	0,1%	3	0,1%	9	0,0%
Total	5073	100,0%	5231	100,0%	5673	100,0%	5765	100,0%	21742	100,0%

Annexe 8 : Cohorte par statut à J + 1 an et par année de sortie

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Statut Forem	Nombre de personnes à J + 1 an									
	2017		2018		2019		2020		Total	
DEI chômeur	2113	41,7%	2168	41,4%	2495	44,0%	2474	42,9%	9250	42,5%
Travail	1243	24,5%	1303	24,9%	1296	22,8%	1448	25,1%	5290	24,3%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	537	10,6%	572	10,9%	543	9,6%	656	11,4%	2308	10,6%
Radiation	418	8,2%	429	8,2%	450	7,9%	412	7,1%	1709	7,9%
DEI inscrit à la demande du CPAS	266	5,2%	271	5,2%	352	6,2%	277	4,8%	1166	5,4%
DE en formation	187	3,7%	196	3,7%	206	3,6%	158	2,7%	747	3,4%
Autres statuts	181	3,6%	158	3,0%	161	2,8%	135	2,3%	635	2,9%
DEI jeunes	66	1,3%	84	1,6%	120	2,1%	153	2,7%	423	1,9%
DEI autres	34	0,7%	33	0,6%	34	0,6%	30	0,5%	131	0,6%
DEO en PFI	28	0,6%	16	0,3%	15	0,3%	20	0,3%	79	0,4%
nd		0,0%	1	0,0%	1	0,0%	2	0,0%	4	0,0%
Total	5073	100,0%	5231	100,0%	5673	100,0%	5765	100,0%	21742	100,0%

Annexe 9 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie de l'article 60

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Article 60 Statut Forem	Nombre de personnes à J + 1 an									
	2017		2018		2019		2020		Total	
DEI chômeur	1797	43,1%	1799	42,1%	2104	45,0%	2049	43,8%	7749	43,5%
Travail	967	23,2%	1013	23,7%	1020	21,8%	1117	23,9%	4117	23,1%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	452	10,8%	480	11,2%	440	9,4%	563	12,0%	1935	10,9%
Radiation	338	8,1%	347	8,1%	379	8,1%	312	6,7%	1376	7,7%
DEI inscrit à la demande du CPAS	208	5,0%	222	5,2%	286	6,1%	222	4,8%	938	5,3%
DE en formation	157	3,8%	164	3,8%	172	3,7%	135	2,9%	628	3,5%
Autres statuts	158	3,8%	134	3,1%	136	2,9%	115	2,5%	543	3,1%
DEI jeunes	45	1,1%	76	1,8%	102	2,2%	119	2,5%	342	1,9%
DEI autres	27	0,6%	25	0,6%	29	0,6%	23	0,5%	104	0,6%
DEO en PFI	21	0,5%	12	0,3%	12	0,3%	17	0,4%	62	0,3%
nd		0,0%	1	0,0%		0,0%	1	0,0%	2	0,0%
Total	4170	100,0%	4273	100,0%	4680	100,0%	4673	100,0%	17796	100,0%

Annexe 10 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie de l'article 61

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Article 61 Statut Forem	Nombre de personnes à J + 1 an									
	2017		2018		2019		2020		Total	
Travail	119	43,0%	102	46,8%	103	42,6%	105	45,9%	429	44,4%
DEI chômeur	46	16,6%	39	17,9%	43	17,8%	34	14,8%	162	16,8%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	29	10,5%	25	11,5%	32	13,2%	24	10,5%	110	11,4%
Radiation	30	10,8%	22	10,1%	25	10,3%	26	11,4%	103	10,7%
DEI inscrit à la demande du CPAS	30	10,8%	20	9,2%	23	9,5%	18	7,9%	91	9,4%
DEI jeunes	9	3,2%	2	0,9%	9	3,7%	12	5,2%	32	3,3%
DEI autres	5	1,8%	5	2,3%	2	0,8%	4	1,7%	16	1,7%
DE en formation	6	2,2%	2	0,9%	1	0,4%	4	1,7%	13	1,3%
Autres statuts	1	0,4%	1	0,5%	2	0,8%	1	0,4%	5	0,5%
DEO en PFI	2	0,7%		0,0%	1	0,4%	1	0,4%	4	0,4%
nd		0,0%		0,0%	1	0,4%		0,0%	1	0,1%
Total	277	100,0%	218	100,0%	242	100,0%	229	100,0%	966	100,0%

Annexe 11 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie d'une initiative d'économie sociale

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Initiatives d'économie sociale Statut Forem	Nombre de personnes à J + 1 an									
	2017		2018		2019		2020		Total	
DEI chômeur	246	42,6%	256	44,1%	248	48,1%	252	43,3%	1002	44,4%
Travail	146	25,3%	148	25,5%	118	22,9%	163	28,0%	575	25,5%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	51	8,8%	52	9,0%	46	8,9%	49	8,4%	198	8,8%
Radiation	47	8,1%	52	9,0%	31	6,0%	52	8,9%	182	8,1%
DEI inscrit à la demande du CPAS	26	4,5%	23	4,0%	26	5,0%	23	4,0%	98	4,3%
DE en formation	24	4,2%	24	4,1%	22	4,3%	13	2,2%	83	3,7%
Autres statuts	20	3,5%	17	2,9%	16	3,1%	12	2,1%	65	2,9%
DEI jeunes	12	2,1%	5	0,9%	5	1,0%	14	2,4%	36	1,6%
DEO en PFI	4	0,7%	3	0,5%	2	0,4%	2	0,3%	11	0,5%
DEI autres	2	0,3%	1	0,2%	2	0,4%	1	0,2%	6	0,3%
nd		0,0%		0,0%		0,0%	1	0,2%	1	0,0%
Total	578	100,0%	581	100,0%	516	100,0%	582	100,0%	2257	100,0%

Annexe 12 : Cohorte par statut à J + 1 an par année de sortie d'une combinaison des dispositifs analysés

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Combinaisons Statut Forem	Nombre de personnes à J + 1 an									
	2017		2018		2019		2020		Total	
DEI chômeur	24	50,0%	74	46,5%	100	42,6%	139	49,5%	337	46,6%
Travail	11	22,9%	40	25,2%	55	23,4%	63	22,4%	169	23,4%
DEO (demandeur d'emploi occupé)	5	10,4%	15	9,4%	25	10,6%	20	7,1%	65	9,0%
Radiation	3	6,3%	8	5,0%	15	6,4%	22	7,8%	48	6,6%
DEI inscrit à la demande du CPAS	2	4,2%	6	3,8%	17	7,2%	14	5,0%	39	5,4%
DE en formation		0,0%	6	3,8%	11	4,7%	6	2,1%	23	3,2%
Autres statuts	2	4,2%	6	3,8%	7	3,0%	7	2,5%	22	3,0%
DEI jeunes		0,0%	1	0,6%	4	1,7%	8	2,8%	13	1,8%
DEI autres		0,0%	2	1,3%	1	0,4%	2	0,7%	5	0,7%
DEO en PFI	1	2,1%	1	0,6%		0,0%		0,0%	2	0,3%
Total	48	100,0%	159	100,0%	235	100,0%	281	100,0%	723	100,0%

Annexe 13 : Croisement du délai avant la première occupation et du temps d'occupation dans la période de suivi de 12 mois par dispositif

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Temps d'occupation sur la période en %	Délai d'insertion en jour						Total	Nombre de sortants insérés au moins un jour dans les 12 mois
	[0,15]	[15,30]	[30,90]	[90,180]	[180,270]	[270,365]		
Article 60								
[0,10]	5,4%	0,8%	2,9%	4,0%	4,2%	6,1%	23,3%	2.122
[10,20]	2,8%	0,4%	1,4%	1,7%	1,6%	2,5%	10,5%	958
[20,30]	2,7%	0,5%	1,5%	1,6%	2,6%	1,0%	9,8%	898
[30,40]	1,8%	0,4%	1,0%	1,5%	2,4%	0,0%	7,1%	645
[40,50]	2,0%	0,2%	1,2%	1,3%	2,1%	0,0%	6,9%	625
[50,60]	2,1%	0,4%	1,0%	2,7%	0,2%	0,0%	6,3%	577
[60,70]	1,2%	0,3%	1,0%	2,3%	0,0%	0,0%	4,7%	433
[70,80]	1,7%	0,4%	2,0%	1,5%	0,0%	0,0%	5,6%	510
[80,90]	1,7%	0,4%	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%	5,5%	504
[90,100]	17,1%	2,3%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	20,2%	1.845
Total	38,4%	6,0%	16,3%	16,5%	13,1%	9,6%	100,0%	9.117
Article 61								
[0,10]	6,6%	0,3%	1,4%	1,2%	0,8%	2,0%	12,2%	94
[10,20]	4,0%	0,0%	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	5,5%	42
[20,30]	3,5%	0,3%	0,3%	1,0%	0,8%	0,3%	6,1%	47
[30,40]	2,3%	0,3%	0,9%	0,5%	0,8%	0,0%	4,8%	37
[40,50]	3,8%	0,4%	0,9%	0,5%	0,5%	0,0%	6,1%	47
[50,60]	4,3%	0,3%	1,0%	1,0%	0,1%	0,0%	6,8%	52
[60,70]	3,6%	0,0%	0,1%	0,7%	0,0%	0,0%	4,4%	34
[70,80]	3,0%	0,1%	0,8%	0,1%	0,0%	0,0%	4,0%	31
[80,90]	2,9%	0,3%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	4,2%	32
[90,100]	45,1%	0,7%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	45,8%	352
Total	79,2%	2,5%	6,9%	5,3%	3,4%	2,7%	100,0%	768
Initiatives d'économie sociale								
[0,10]	6,1%	1,3%	4,7%	4,6%	4,5%	5,5%	26,6%	343
[10,20]	3,6%	0,5%	1,7%	2,6%	2,5%	1,0%	12,0%	155
[20,30]	3,6%	0,5%	1,0%	1,9%	2,3%	0,7%	10,1%	130
[30,40]	2,1%	0,1%	1,1%	1,6%	1,5%	0,0%	6,3%	81
[40,50]	1,5%	0,2%	0,5%	0,9%	2,0%	0,0%	5,1%	66
[50,60]	2,8%	0,2%	0,2%	2,4%	0,1%	0,0%	5,7%	74
[60,70]	2,3%	0,1%	0,6%	2,6%	0,0%	0,0%	5,7%	73
[70,80]	1,5%	0,2%	1,5%	1,3%	0,0%	0,0%	4,5%	58
[80,90]	2,3%	0,2%	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%	5,0%	64
[90,100]	16,5%	1,4%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	18,9%	244
Total	42,3%	4,8%	14,9%	17,9%	12,8%	7,2%	100,0%	1.288
Combinaisons de dispositifs								
[0,10]	4,0%	1,1%	4,5%	6,7%	4,3%	4,8%	25,4%	95
[10,20]	4,0%	0,0%	2,1%	2,4%	1,6%	2,4%	12,6%	47
[20,30]	4,0%	0,0%	1,6%	1,3%	1,9%	2,1%	11,0%	41
[30,40]	1,6%	0,5%	0,5%	2,4%	2,1%	0,0%	7,2%	27
[40,50]	1,6%	0,3%	0,3%	2,1%	0,8%	0,0%	5,1%	19
[50,60]	2,7%	0,3%	1,1%	2,9%	0,8%	0,0%	7,8%	29
[60,70]	1,6%	0,0%	1,3%	4,3%	0,0%	0,0%	7,2%	27
[70,80]	2,1%	0,0%	1,1%	1,1%	0,0%	0,0%	4,3%	16
[80,90]	1,6%	0,0%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	2,7%	10
[90,100]	14,4%	1,9%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	16,8%	63
Total	37,7%	4,0%	14,2%	23,3%	11,5%	9,4%	100,0%	374

Annexe 14 : Répartition des sortants par dispositif selon l'insertion à 1 jour dans la période de suivi de 12 mois, la première occupation et le temps d'occupation dans la période
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Article 61						
Temps d'occupation sur la période de 12 mois en %	Première occupation dans la période de suivi de 12 mois			non inséré	Total	Nombre de sortants du dispositif
	chez un nouvel employeur	auprès du même employeur dans une nouvelle relation de travail	via la prolongation de la relation de travail hors subvention			
[0,10]	4,5%	0,7%	4,6%	20,5%	30,2%	292
[10,20]	1,2%	0,2%	2,9%	0,0%	4,3%	42
[20,30]	1,9%	0,7%	2,3%	0,0%	4,9%	47
[30,40]	1,7%	0,3%	1,9%	0,0%	3,8%	37
[40,50]	1,8%	0,5%	2,6%	0,0%	4,9%	47
[50,60]	1,8%	0,9%	2,7%	0,0%	5,4%	52
[60,70]	0,7%	0,4%	2,4%	0,0%	3,5%	34
[70,80]	0,5%	0,5%	2,2%	0,0%	3,2%	31
[80,90]	1,0%	0,4%	1,9%	0,0%	3,3%	32
[90,100]	2,2%	2,2%	32,1%	0,0%	36,4%	352
Total	17,2%	6,9%	55,4%	20,5%	100,0%	966
Article 60						
Temps d'occupation sur la période de 12 mois en %	Première occupation dans la période de suivi de 12 mois			non inséré	Total	Nombre de sortants du dispositif
	chez un nouvel employeur	auprès du même employeur dans une nouvelle relation de travail	via la prolongation de la relation de travail hors subvention			
[0,10]	9,4%	0,6%	2,0%	48,8%	60,7%	10.801
[10,20]	3,9%	0,4%	1,0%	0,0%	5,4%	958
[20,30]	3,8%	0,4%	0,8%	0,0%	5,0%	898
[30,40]	2,9%	0,3%	0,4%	0,0%	3,6%	645
[40,50]	2,6%	0,4%	0,5%	0,0%	3,5%	625
[50,60]	2,5%	0,3%	0,4%	0,0%	3,2%	577
[60,70]	1,6%	0,5%	0,3%	0,0%	2,4%	433
[70,80]	2,0%	0,5%	0,4%	0,0%	2,9%	510
[80,90]	2,1%	0,5%	0,2%	0,0%	2,8%	504
[90,100]	6,9%	1,1%	2,4%	0,0%	10,4%	1.845
Total	37,7%	5,0%	8,5%	48,8%	100,0%	17.796
Initiatives d'économie sociale						
Temps d'occupation sur la période de 12 mois en %	Première occupation dans la période de suivi de 12 mois			non inséré	Total	Nombre de sortants du dispositif
	chez un nouvel employeur	auprès du même employeur dans une nouvelle relation de travail	via la prolongation de la relation de travail hors subvention			
[0,10]	12,3%	0,4%	2,5%	42,9%	58,1%	1.312
[10,20]	4,8%	0,4%	1,7%	0,0%	6,9%	155
[20,30]	3,8%	0,3%	1,6%	0,0%	5,8%	130
[30,40]	2,3%	0,1%	1,1%	0,0%	3,6%	81
[40,50]	2,1%	0,0%	0,8%	0,0%	2,9%	66
[50,60]	1,9%	0,1%	1,3%	0,0%	3,3%	74
[60,70]	2,0%	0,2%	1,0%	0,0%	3,2%	73
[70,80]	1,8%	0,2%	0,6%	0,0%	2,6%	58
[80,90]	1,9%	0,0%	0,9%	0,0%	2,8%	64
[90,100]	2,7%	0,3%	7,8%	0,0%	10,8%	244
Total	35,8%	2,0%	19,3%	42,9%	100,0%	2.257

Annexe 15 : Principaux groupes sectoriels¹⁴ d'occupation dans la période de suivi de 12 mois des sortants par dispositif

(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Groupe sectoriel	Article 60	Article 61	Initiatives d'économie sociale	Combinaisons de dispositifs	Total
Services d'aide	28,5%	2,2%	31,3%	22,5%	26,9%
Services publics locaux	12,0%	0,4%	2,3%	1,6%	9,8%
Horeca	5,6%	19,3%	6,1%	8,0%	6,6%
Nettoyage	5,3%	5,6%	6,7%	5,6%	5,5%
Hôpitaux	5,0%	1,0%	0,9%	1,6%	4,1%
Vente de biens aux particuliers	4,8%	13,7%	5,3%	5,3%	5,5%
Construction	3,1%	14,6%	3,6%	5,3%	4,0%
Enseignement	3,0%	0,4%	1,4%	1,3%	2,6%
Industrie alimentaire et boissons	2,6%	2,7%	3,3%	2,9%	2,7%
Energie, eau, assainissement et dépollution	2,0%	0,5%	5,7%	5,1%	2,4%
Formation	0,5%	0,3%	4,5%	3,5%	1,0%
Commerce de gros	2,0%	3,4%	3,9%	3,7%	2,3%
M.R.P.A	2,3%	4,8%	1,2%	1,9%	2,3%
Prestations de services aux particuliers	0,3%	3,0%	0,2%	0,8%	0,5%
Transport de voyageurs	0,4%	3,0%	0,9%	1,3%	0,7%
Autres industries	1,5%	1,7%	1,9%	3,2%	1,6%
% total des sortants principalement insérés dans les 16 groupes sectoriels	78,9%	76,6%	79,1%	73,8%	78,6%
Nombre de sortants insérés au moins un jour dans les 12 mois	9.117	768	1.288	374	11.547

¹⁴ Le groupe sectoriel principal est ici le groupe sectoriel enregistrant le plus de jours d'occupation dans la période de suivi. Il est basé sur le groupe sectoriel principal de(s) l'employeur(s) déclaré(s).

Annexe 16 : Répartition des sortants par dispositif selon l'insertion à 1 jour dans la période de suivi de 12 mois et la catégorie de statut 12 mois après la sortie
(Sources : SPP-IS, SPW-IAS, le Forem - calculs le Forem)

Catégorie Statut 12 mois après la sortie du dispositif	Nombre de sortants insérés au moins un jour dans les 12 mois				Nombre de sortants non insérés				Total général
	Article 60	Article 61	Initiatives d'économie sociale	Combinaison de dispositifs	Article 60	Article 61	Initiatives d'économie sociale	Combinaison de dispositifs	
DEIch	2.510	117	391	111	5.239	45	611	226	9.250
TRV	3.528	399	523	148	589	30	52	21	5.290
DEO	1.895	103	198	61	40	7		4	2.308
RAD	497	67	79	20	879	36	103	28	1.709
DEIcpas	225	35	37	12	713	56	61	27	1.166
DEF	191	7	23	4	437	6	60	19	747
AUT	99	3	9	7	444	2	56	15	635
DEIjn	99	21	16	6	243	11	20	7	423
DEIaut	40	13	3	4	64	3	3	1	131
DEOf	32	2	9	1	30	2	2	1	79
nd	1	1			1		1		4
Total	9.117	768	1.288	374	8.679	198	969	349	21.742

Analyse du profil et de l'insertion des demandeurs d'emploi connus du Forem et ayant bénéficié d'un contrat article 60 ou 61 entre 2017 et 2020

Avril 2022

Forem
Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi
Boulevard Tirou, 104 - 6000 Charleroi
<https://www.leforem.be>

Cette étude a été réalisée par le service : Veille, analyse et prospective du marché de l'emploi

Analyse et rédaction : Fabienne NAVEAUX

Direction : Jean-Marc MANFRON

Éditeur responsable : Marie-Kristine VANBOCKESTAL

forem